

DE LA MATERNELLE À L'UNIVERSITÉ, MANIFESTONS ENSEMBLE LE 11 MARS (République 14h30)



Fortement mobilisée depuis plusieurs semaines, la communauté universitaire tout entière lutte avec toujours plus de détermination contre la remise en question de la formation et du recrutement des futurs enseignants, contre les possibles dérives autoritaires de l'administration des établissements et des rectorats recruteurs, contre le sous-financement chronique de l'enseignement et de la recherche, contre les suppressions de postes et la précarisation grandissante dans tous les corps de l'éducation nationale.

Il est de plus en plus clair qu'un projet de **démantèlement de l'enseignement public** se met en place **de la maternelle à l'université** : il promeut un modèle réducteur de transmission des savoirs, remet en cause le statut de fonctionnaire des personnels de l'éducation nationale, soumet aux seuls impératifs de restriction budgétaire les décisions pédagogiques et scientifiques ; il transpose les modes d'administration du secteur privé dans le secteur public.

Les réformes en cours dans l'université participent de cette **attaque globale contre les services publics** :

- **la réforme du statut des enseignants-chercheurs** : individualisation des rémunérations et des carrières pour tous les personnels (enseignants-chercheurs, administratifs et techniques), bientôt rémunération au mérite des professeurs des écoles...

- **la réforme de la formation et du recrutement des enseignants** vise à faire des économies budgétaires et aura pour conséquence une fragilisation et une précarisation des personnels enseignants. Aujourd'hui il existe une année de stage rémunéré qui suit l'obtention du concours, pendant laquelle les futurs enseignants assurent un demi-enseignement et suivent en parallèle une formation pédagogique. Le gouvernement veut supprimer cette année de stage (soit une économie de 14 400 euros avec cotisations retraite) et la remplacer par des stages de courte durée, proposés à 1 étudiant sur 4, et ouvrant droit à 3000 euros de "gratification" : **les nouveaux enseignants se retrouveront ainsi en temps plein dès leur première rentrée et privés de formation pédagogique**. De plus, dans un contexte de chute des postes mis au concours, les nombreux étudiants reçus aux Master mais collés au concours fourniront une masse d'enseignants précaires, employés comme contractuels ou, pire, vacataires.

**Pour la défense de l'enseignement public
unissons nos forces!**

Soutenez l'Université en signant la pétition:
<http://universites.ouvaton.org>

- **les suppressions de postes et les restrictions budgétaires** : 1 090 suppressions de postes cette année dans le secteur enseignement supérieur/recherche, 13 500 dans le secondaire, 30 000 annoncées pour l'ensemble de la fonction publique. C'est un plan social de grande ampleur que le gouvernement met en œuvre, alors même que la situation actuelle de l'enseignement et l'évolution démographique exigeraient au contraire un plan ambitieux de création de postes.

- **l'extension de la précarité et de l'externalisation des fonctions** : dans l'enseignement supérieur, 1/3 des personnels enseignants ou administratifs ont un statut précaire. L'externalisation (sous-traitance) forcée d'une part croissante de nos tâches et la disparition annoncée de certaines catégories de personnels administratifs et techniques conduisent à une situation qui allie le gâchis des deniers publics ainsi distribués au privé, l'aggravation des conditions de travail et la dégradation des services publics.

Tout en proclamant l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche priorités nationales, le gouvernement œuvre dans le sens de leur destruction programmée. Dans le contexte actuel de crise économique, sa politique consiste essentiellement à faire des économies sur le dos des services publics indispensables à la population, comme l'est l'Education. **Or ni l'enseignement ni la recherche ne sauraient être considérés comme des marchandises, l'université et l'école ne sont pas des entreprises !**

Nous invitons nos collègues de l'enseignement primaire et secondaire, de la fonction publique, les parents d'élèves et au-delà tous les citoyens à faire entendre leurs revendications propres, pour que tous ensemble nous menions ce combat pour un service public d'enseignement, démocratique et de qualité.



DEMAIN, LA RECHERCHE